

LA SOLIDARITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

ORGANE SOCIALISTE HEBDOMADAIRE.



Pas de droits
Sans devoirs.

AN-ARCHIE—COLLECTIVISME—MATÉRIALISME.

Pas de devoirs
Sans droits.

ABONNEMENTS.

FRANCE un an 9 francs.— 6 mois 5 fr. 50
ESPAGNE id. 20 réaux id. 11 réaux.
ÉTRANGER id. id. (port en sus) id. id. (p. e. s.)

PRIX DU NUMÉRO

Un demi réal.

ABONNEMENTS.

FRANCE 3 mois 3 francs. 1 mois 1 franc.
ESPAGNE id. 6 réaux. id. 2 réaux.
ÉTRANGER id. id. (port en sus) id. id. (p. e. s.)

Les abonnements partent du 1.^{er} et du 15 de chaque mois; les manuscrits ne sont pas rendus.

Barcelone le 1.^{er} Juillet 1873.

AVIS.

Plusieurs demandes des premiers numéros du journal ont été faites à l'administration. La première édition étant épuisée, on en prépare une 2.^{me}; ceux qui désirent s'en procurer, sont priés de se faire inscrire.

L'ADMINISTRATION.

LES JOURNÉES DE JUIN.

Juin 1848. Date funèbre, page héroïque dans l'histoire du martyrologe du prolétariat. Puisque pour la seconde fois, sous la forme républicaine, la bouche populaire est baillonnée, puisqu'il n'est même pas permis au peuple de pleurer ses morts, nous parlerons en son nom, nous nous ferons son organe, nous ne laisserons pas passer cet anniversaire sans jeter un souvenir sur la tombe de ceux qui ne sont plus.

Que tous ceux qu'écrase la tyrannie capitaliste, que tous ceux qui pleurent les défaites du prolétariat français, joignent leur douleur à la nôtre, mais que tous aussi ne laissent pas s'enfuir le souvenir de ces journées terribles sans en retirer les enseignements qu'elles renferment. Que l'on soit bien convaincu que toutes ces victimes qui ont été immolées, que tous ces hommes du peuple qui ont été sacrifiés, le furent sur l'autel de l'État, de ce Dieu moderne dont une partie des socialistes attend encore aujourd'hui, après de si douloureuses expériences son émancipation.

Un contrat était passé. On avait promis au peuple l'organisation du travail; et le peuple dans sa générosité avait mis trois mois de misère au service de la République. Révolution par en haut! avait dit le Gouvernement provisoire; soit, avaient répondu les travailleurs! nous vous abandonnons no-

tre souveraineté toute entière, nous vous promettons l'appui de notre courage, et nous attendons à l'échéance l'accomplissement de la foi jurée. Droit au travail, telle avait été la formule du contrat passé entre l'État et le Peuple. C'était Lien le moins d'accorder au prolétariat sa demande, à ce prolétariat qui pour prix de sa victoire, de son sang répandu, de son héroïsme, ne réclamait qu'une chose, du travail!

Cependant, de longs jours s'écoulaient, la mansarde restait sans pain, le père de famille sans ouvrage, et les pleurs des enfants affamés troublaient seuls le silence du logis. Par moments le père regardait d'un œil courroucé le fusil suspendu à la muraille et l'envie le prenait de l'épauler. Mais le jour de l'échéance approchait, il avait encore confiance dans le gouvernement, et calme, impassible sans sa force, il se souvenait de la parole donnée.

La récompense fut la banqueroute du gouvernement! Oui, ces hommes qui lorsqu'il s'agit de leurs fortunes crient: haro! sur la banqueroute, ne craignent pas de la faire au peuple quand le moment est venu.

Quant au gouvernement, il sentait son impuissance. Il ne pouvait ni organiser le travail, ni organiser le crédit: la tâche qu'il avait acceptée dépassait ses forces, et au lieu d'avouer l'incapacité de l'État en matière de Révolution, il se laissait aller à la routine gouvernementale. Il voulait avec le temps et l'ordre ramener la confiance et rétablir le travail, et en attendant il offrait aux masses une subvention alimentaire. Telle fut la pensée des ateliers nationaux. Bientôt l'existence même de ce simulacre d'organisation du travail parut à l'Assemblée incompatible avec le rétablissement de l'ordre et le salut de la société. La dissolution fut résolue, elle fut décrétée, et on offrit aux ouvriers comme compensation, ou la transportation en Algérie, ou les engagements volontaires, ou 30 francs.

Le peuple désabusé répondit par les barricades. Trois jours il lutta contre toutes les réactions, con-

tre Cavaignac le républicain stoïque, contre de Falloux, contre Thiers qui faisait son apprentissage d'assassin du peuple, contre Ledru-Rollin, son tribun préféré. Après trois jours de prodiges, inconnu il s'était levé, inconnu, il fut couché dans la tombe.

Cet effroyable malheur n'a pas même su nous instruire. En 1871, c'est encore à l'État que nous avons demandé notre émancipation, et l'État nous a conduit à une nouvelle hécatombe. Aujourd'hui les héros inconnus de Juin ne dorment plus seuls sous la pierre, les Varlin, les Rigault, les Ferré, les Delescluze, les Vermorel, les martyrs de la Commune sont couchés à côté d'eux.

Deux fois dans l'espace d'un siècle nous avons compté sur l'État; deux fois dans l'espace d'un siècle nous avons entendu à nos oreilles résonner cette phrase funèbre: IL FAUT EN FINIR! Oui, il faut en finir, cette parole nous l'arrachons de la bouche des assassins pour le moment venu la leur jeter à la face. Oui, il faut en finir avec l'oppression séculaire de la bourgeoisie. Oui, il faut en finir! Le peuple désabusé n'attend plus rien des pouvoirs et ne compte plus que sur lui. Il faut en finir! il vous en donne sa parole, et le peuple tient toujours ses promesses! Bourgeois de toute nuance, vous vous en apercevrez bientôt!

Gènes le 20 Juin.

Chers compagnons et amis :

J'adhère complètement à votre programme qui est le mien et en dehors duquel toutes nos révolutions politiques depuis un siècle l'ont amplement prouvé, il n'y a que mensonge et duperie pour le peuple travailleur. Oui, c'est en s'arrachant au radicalisme bourgeois qui n'a su et n'a pu que l'exploiter, c'est en se constituant sur son propre terrain et en ne comptant que sur elle-même, que la classe ouvrière, l'immense majorité des producteurs arrivera à son émancipation. Toute intervention dans la politique proprement dite, que ce soit sous la forme vote ou sous la forme fusil, ne peut, en l'améliorant partiellement, que prolonger l'état de choses actuel dont la destruction est et doit être, pour l'instant, notre unique objectif.

Veuillez compter à partir de ce jour, sur une collaboration assidue et ouvrir vos colonnes en attendant un *Essai de Catéchisme socialiste* presque terminé et que je vous enverrai chapitre par chapitre, aux quelques lignes ci-jointes.

Salut et Révolution.

Jules Guesde.

Membre Central de la Fédération Jurassienne.

L'ÉTAT.

La société actuelle est fondée sur l'inégalité des rapports entre les hommes qui la composent. En d'autres termes une partie de ses membres—c'est la minorité—reçoit plus qu'elle ne donne; une autre partie—c'est la majorité—donne plus qu'elle ne reçoit.

Mais comme un pareil état des choses ne saurait durer de lui-même, comme tôt ou tard la majorité

devait se lasser de son rôle de dupe, et exproprier pour cause d'utilité publique la minorité de la part du lion qu'elle s'était faite, celle-ci a dû demander à un tiers la force qui lui manquait, et les moyens de résistance, c'est-à-dire, d'oppression, qu'elle ne trouvait pas en elle-même.

Ce tiers est le gouvernement ou l'État, inutile dans une société digne de ce nom, où l'ordre matériel et moral résulte naturellement de l'égalité satisfaction des intérêts, et dont l'unique mission est la conservation artificielle de ce qui est, c'est-à-dire des privilèges des uns et de l'exploitation des autres, à l'aide d'une armée, d'une administration, d'une magistrature, d'un clergé et d'un budget toutes les années grossissant.

L'État ou le gouvernement est donc non pas accidentellement, mais essentiellement, nécessairement l'obstacle le plus considérable que rencontre la classe ouvrière en travers de ses revendications. A la Ricamarie et à Aubin, pour ne pas parler des bassins houillers du Nord ensanglantés plus récemment, aussi bien qu'en Juin 1848 et qu'en Mars, Avril et Mai 1871, que ce soit sur le terrain économique et pacifique de la grève, ou que ce soit sur le terrain politique et révolutionnaire des barricades, c'est lui, lui seul qui a permis à la classe privilégiée d'avoir raison de toutes les tentatives d'émancipation du travail.

Qu'on juge après cela de l'immensité de la déception que se préparent ceux qui ont mis leur confiance, leur espoir dans l'avènement au pouvoir de ce qu'on est convenu d'appeler le parti radical et de son grand chef, M. Gambetta!

La condition *sine qua non* de tout affranchissement des masses, c'est-à-dire, d'une transformation sociale dans le sens de l'égalité et de la réciprocité, est l'abolition, la destruction de l'État, d'origine et de fin conservatrices. Et la République gambettiste avec son cortège de réformes politiques, avec le suffrage réellement universel, une chambre unique, le service obligatoire, est plutôt une aggravation, une exagération de l'État actuel.

Armée, administration, magistrature, police, budget, clergé, l'héritier présomptif de Thiers par MacMahon, respecte tout, conserve tout, améliore, c'est-à-dire, répare et empire tout.

Il est vrai qu'à l'entendre—et pour ceux qui ont la mémoire courte—l'organisme gouvernemental ainsi remis à neuf, doit être entre ses mains employé à un autre usage, retourné contre les exploités au bénéfice des exploités.

Mais pour juger de la mauvaise foi de cette promesse de prétendant il suffit de réfléchir que le prolétariat étant de beaucoup le plus nombreux et le plus fort n'a que faire de cet appoint qu'il ne demande pas, pour en finir une fois pour toutes avec une poignée d'adversaires.

On ne saurait trop le répéter, en France surtout, maintenir l'État, sous quelque forme et sous quelque prétexte que ce soit, c'est faire le jeu de la gent capitaliste, c'est perpétuer la domination d'une caste moribonde dont les prétentions ne sont égalées que par l'incapacité.

Nous apprenons de source certaine que le service des postes n'est plus sous la direction de M. Rampont. Il ne faut pas se faire illusion sur les conséquences de ce changement de personnel. Cette mesure prise par le *Gouvernement de combat*, est la suite logique de la circulaire Beulé, de la loi électorale, du mouvement préfectoral. *Le cabinet noir est rétabli dans les bureaux de poste*, à nos amis de se délier.

CHRONIQUE DU TRAVAIL.

ESPAGNE.—Les progrès de l'Association continuent dit la Commission fédérale avec la rapidité de l'éclair. Comptons une nouvelle fédération en train de s'organiser, celle de Jimena et les adhésions à l'Internationale des sociétés de tonneliers de Vinaroz, de papeliers, de meuniers et de alpalgateros (fabricants de chaussures de chanvre) de Jativa, de matelots et de cordonniers de Villanueva y Geltrú.

Comptons aussi les victoires suivantes sur le ferrail de la grève: triomphe des cordiers de Valence, des ouvriers en filets de Gracia et des scieurs de long de Malgrat.

BELGIQUE.—Une correspondance du bassin du Centre nous annonce que depuis quelque temps le parti socialiste fait d'importants progrès dans cette région.

C'est ainsi que les mécaniciens de ce bassin se voient dans la nécessité, vu le nombre des adhérents, de modifier leur organisation.

Jusqu'ici ils ne formaient qu'une seule société divisée en corporations d'après les différentes spécialités, afin de faciliter la rentrée des cotisations. Aujourd'hui pour que chaque travailleur d'une spécialité se livre, plus particulièrement à l'étude de l'organisation qui est propre à celle-ci, et pour que l'union soit plus organique, ils se disposent à se constituer en groupes, par ateliers.

A Louvière une section d'ouvriers métallurgistes vient de se former sous le nom d'*ouvriers du Laminier du Centre*, et l'on a l'espérance que l'exemple de ces compagnons sera suivi par bon nombre de leurs collègues, travaillant dans d'autres laminiers.

On annonce également à Cornières la reconstitution de la société des houilleurs, qui malgré toutes les calomnies et les intrigues de la bourgeoisie contre l'Internationale se sont réunis le dimanche 15 Juin, et ont adhéré à notre Association.

A côté de l'organisation économique, l'organisation révolutionnaire va toujours de l'avant; c'est ainsi qu'à Ensisval la fédération locale vient d'adresser à ses co-associés relativement au magasin de consommation créé par les ouvriers tisserands en 1869 un manifeste rédigé en ces termes:

«Compagnons; nous nous sommes réunis le dimanche 8 juin à l'effet de discuter les moyens les plus propres et les plus efficaces pour faire la propagande *révolutionnaire-sociale* et arriver à notre émancipation; comme la révolution ne peut être résolue avec l'organisation économique actuelle, qu'au contraire elle engendre un paupérisme effrayant, nous avons pris la résolution de procéder à la liquidation de notre magasin de consommation, dans le but de nous mettre à l'œuvre pour la propagande, former des cercles d'études sociales et une commission pour la statistique du travail des différents corps de métiers.»

ANGLETERRE.—Ici comme partout la monarchie voit le danger qui la menace, et pour chercher à se maintenir, elle s'applique sur la justice! sur la loi!

C'est ainsi que tout récemment à Colesford cinq ouvriers ont été envoyés en prison sous prétexte d'intimidations envers un patron chez lequel ils avaient refusé de travailler à des conditions désavantageuses pour eux; et que le 15 Juin les nommés W. Carter et C. Harris ont condamné 16 femmes, 7 à 10 jours de prison, et 9 à 7 jours de geôle, tout cela pour avoir dans les rues de Chaddlington apostrophé des ouvriers agriculteurs, traités à la cause du peuple, travaillant tandis que leurs collègues étaient en grève.

ALLEMAGNE.—Les défenseurs de l'ordre et de la propriété viennent de nous donner un échantillon de leur manière de respecter et de faire respecter ces institutions qui leur sont si chères.

A Koënisberg les ouvriers maçons s'étaient mis en grève, et ayant constitué une caisse de résistance, la police a fait irruption dans le local de la société des grévistes et en a emporté la caisse.

Espérons que ce vol dont nos amis viennent d'être victimes leur ouvrira les yeux, et que quand le signal de la lutte sonnera ils répondront à notre appel et combattront à nos côtés.

SUISSE.—Nous croyons pouvoir annoncer comme certaine la convocation du Congrès des *fédérations autonomes* pour le 1.^{er} Septembre, et que le lieu choisi sera Genève.

Tout porte à croire que de ce Congrès sortira une nouvelle ligne de conduite pour notre association, et que le *pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle* élaboré l'an dernier au Congrès de Saint-Imier sera définitivement conclu.

FRANCE.—Paris.—Ce qui agite le plus en ce moment les ouvriers parisiens, ce sont les préparatifs que l'on fait pour l'envoi des délégués à l'exposition de Vienne; heureusement que les travailleurs voient les pièges que leur tendent les radicaux bourgeois et connaissent le mobile qui les fait agir; aussi, bon nombre de corporations se séparent-elles de la fameuse commission Tolain et C.^{ie}, et arrêtent-elles les cotisations ne voulant servir de marchepied à ces charlatans politiques.

Craignant que les travailleurs ne les rejettent, voyant leur popularité ébranlée, leurs discours devenus sans force, ces messieurs par l'organe d'un journal radical derrière lequel ils s'abritent lancent le projet de la formation d'une *société d'assurances contre le chômage*, et annoncent bravement que toutes les corporations qui repousseront la tutelle de la commission d'exposition seront privées de secours.

Peut-on si ouvertement se moquer de la population, se rir du public? Pensez-ils donc ces messieurs, avoir sur nous droit de vie et de mort? Pensez-ils donc nous alécher par le morceau de pain qu'ils tiennent dans la main? Qu'ils se détrompent; si comme il est certain, ce sont là leurs idées, qu'ils sachent une fois pour toutes que le travailleur a de la dignité, qu'il sait souffrir en silence, qu'il s'organise, prépare ses armes, attend une occasion pour montrer ce dont il est capable.

Revenons à notre point de départ, à l'envoi des délégués à l'exposition de Vienne. Tout porte à croire que malheureusement le sabre voudra avoir raison, et que le maréchal MacMahon lancera l'ordre de dissoudre les comités. Alors les projets du radicalisme bourgeois seront déjoués, le peuple pourra de nouveau souffrir de leur ambition renuante mais il n'aura rien perdu s'il a appris à s'en délier. Qu'à l'avenir il fasse ses affaires lui-même, nous le lui conseillons sincèrement.

LA RÉACTION RÉPUBLICAINE

A BARCELONE.

La frayeur des Républicains bourgeois est telle à Barcelone, qu'ils préfèrent ces fougues ennemis du despotisme et de l'absolutisme, armer les boutiquiers et les rentiers, carlistes, alphonsistes, sagastins et autres, plutôt que de répartir les armes nouvellement arrivées de Madrid aux travailleurs qui les attendent avec impatience. M. Pous, républicain fédéraliste, et commandant d'un bataillon de la milice nationale, a envoyé des agents de porte en porte en offrir à tous les bourgeois, alors que la première réponse adressée de sa part aux ouvriers qui lui en demandaient, était cette ironique interrogation accompagnée d'une dénégation: *Etes-vous associé?*

Si M. Pous refuse l'armement du peuple, nous savons de bonne source que certains hommes qui n'ont de républicain que le masque sous lequel ils abritent, leur manque de courage et de principes, arment de revolvers des sicaires qu'ils embauchent à un duro par jour. Provoquer certains membres de l'Internationale, telle est la triste besogne qu'ils leur ont confiée.

Qu'ils mettent leur projet à exécution, et nous doutons qu'ils puissent aller raconter à leurs maîtres le résultat de leur défi. Ignorent-ils ces gens qui à bout d'arguments emploient la dernière raison des rois, *ultima ratio regum*, que nous savons manier autre chose que l'outil?

Si Messieurs les bourgeois ont besoin d'acheter le courage de quelques misérables, parce qu'ils n'osent eux-mêmes se servir du fer qu'ils leur mettent entre les mains, ils s'entendent en revanche à manier l'arme moins dangereuse de l'intrigue et de la calomnie; on peut sur ce terrain cacher la main après avoir lancé la pierre. Aussi n'est-il pas de bouffones inventions, qu'ils n'aient répandu cette semaine dans la rue et l'atelier contre l'Internationale et «ses chefs». Et leur organe le journal versaillais *L'Independencia*, avec plus de justice appelé *L'Impertinencia* par les travailleurs, n'a-t-il pas paru un seul jour sans quelque perfide insinuation à notre adresse?

Le Conseil local de la fédération a invité les calomnieux, par voie d'affiches, à un meeting qui s'est célébré avant-hier dimanche au local de l'Association l'ex couvent de St. Philippe Neri, afin qu'ils pussent dans un débat contradictoire prouver leurs dires. Mais les vils insulteurs n'ont eu garde de se présenter. Et une femme du peuple, la *Marieta*, de la section des tissuses, dans une magnifique et éloquente allocution, qui a électrisé toute l'assemblée, après avoir démontré que l'heure des discours était passée pour faire place au moment de l'action, a imprimé par ses paroles le cachet de l'ignominie sur le front de ces lâches, qui ont rougi de se montrer au grand jour, et les a publiquement flétris comme ils le méritaient.

COSAS DE ESPAÑA.

Nos lecteurs connaissent la dépêche envoyée au gouvernement de Madrid par le *Comité de Salut public*, qui en raison des circonstances, et pour se donner un caractère mieux en rapport, pour le moment, avec sa situation qui n'a encore rien d'analogue avec les souvenirs que ce nom rappelle, a transformé son titre en celui de *Comité de vigilance des intérêts de la fédération et de la démocratie*. Cette dépêche ne fut point directement expédiée au pouvoir. Ses auteurs se proposant de rendre le moins d'hommages possible, au principe d'autorité s'adressèrent aux députés Catalans qui devaient la lui présenter. Mais ceux qu'on appelle les élus du peuple, qui pour quel-que temps n'ont plus besoin de ses suffrages, ne daignèrent pas répondre à ceux que le peuple avait acclamés. Moins encore leur servir d'intermédiaires. Et c'est avec dédain et mépris qu'ils repoussèrent le télégramme «à cause de l'inconvenance de sa réduction».

On devait s'attendre à cette attitude de ces gens qui s'ils ne sont pas pouvoir aspirent à l'être, qui s'ils ne sont pas coupables sont complices. De cette façon, le coup adressé au gouvernement a été paré. Il a été amorti par Messieurs les députés Catalans, qui se sont noblement prêtés à l'office de tampon.

Mais le zèle de ces messieurs ne s'est pas arrêté là. Ils ont cru devoir publier un manifeste dont voici quelques passages:

«Les excentricités absurdes, les crimes contre le véritable droit de la patrie, croissent avec une rapidité peu consolante comme cela arrive quand le principe d'autorité disparaît»...

«Nous pensons qu'on ne peut jouir des bienfaits de la liberté, qu'en maintenant l'ordre et en consacrant le principe d'autorité»....

«Nous sommes résolument décidés à exiger de tout gouvernement républicain le maintien de l'ordre».....

«Si le gouvernement oublie la noble tâche qui lui incombe de maintenir l'autorité de l'Assemblée, et de conserver l'ordre, nous serons les premiers à le blâmer, etc.....» On le voit c'est toujours le même refrain: *Ordre et Autorité*. C'est toujours la même invocation de la bourgeoisie aux principes qui doivent sauver ses privilèges, et qui alternativement sous ces deux noms différents reviennent à chaque instant comme les grains monotonse d'un chapelet!

Mais le peuple qui sent qu'on l'abuse, commence déjà à ne

plus contenir son impatience. L'autre jour c'était à Grenade et à Barcelone qu'il la manifestait. Aujourd'hui c'est à Séville, c'est à Malaga, c'est à Valence, c'est à San Feliu de Llobregat.

A Séville, fatigué d'attendre les armes qu'on lui avait promises, et qu'on redoutait de lui donner, il a fini par les prendre. Le 24 au matin, la garde nationale se réunit sur la place de la Mairie, et de là se rendit à l'arsenal dont elle fit pour ainsi dire le siège. Les portes en furent forcées, et le peuple s'y précipita. Il s'empara de 3000 fusils, de deux canons Krupp dit-on, et d'une infinité d'autres armes. On désarma ensuite quelques gardes civils qui se trouvaient dans la ville au moment où ils allaient rejoindre les autorités qui s'étaient barricadées dans une manufacture de tabac des environs.

Ces autorités ont cependant pu concentrer quelques forces. L'état de guerre ce vieil oripeau de la monarchie, vient d'être remis à neuf par le gouvernement de la République. Il vient de le proclamer à Séville. Le Gouverneur civil a résigné ses fonctions. C'est le Capitaine général qui a pris le commandement de la province. C'est le sabre qui régnera s'il est vainqueur.

Une autre institution de la monarchie que l'on espérait voir reléguée au musée des antiquités, vient d'être également remise en vigueur. C'est la conscription. Et ce sont ces mêmes hommes, qui sous le régime déchu soulevaient le peuple au cri de *¡Fuera quintos! A bas la conscription!* Ce sont ces mêmes républicains qui ont eu le cynisme de faire, procéder au tirage au sort et au recrutement. Le peuple de Malaga ne l'a pas entendu ainsi, et le maire de cette ville a payé de sa vie l'audace d'avoir oublié de ses principes.

A Valence il y a eu quelques tentatives pour proclamer de fait l'autonomie provinciale. Elles ont été contenues, mais les symptômes indiquent les dispositions des esprits, et nous montrent le chemin parcouru depuis la proclamation de la République.

Une petite ville de Catalogne, San Feliu de Llobregat, a mieux fait encore cette semaine. Elle a déclaré que lassée de l'attitude des Cortès qui n'ont pas encore su réahiser la fédération, elle proclamait son autonomie, et ne reconnaissait plus aucun pouvoir central. La chose du reste a été faite le plus pacifiquement du monde, et d'accord entre le peuple et le conseil municipal.

Mais en face de toutes ces manifestations de l'opinion, le gouvernement ne s'écrie plus comme il y a quelques jours avec M. Castelar: «*Nous avons déjà trop de république et de liberté*». Il ne s'arrête déjà plus en fait de réformes sociales aux *Jurys mixtes*. M. Pi y Margall reconnaît enfin «*la nécessité de réformes politiques et économiques qui donnent pour résultat la complète émancipation du prolétariat*». Mieux vaut tard que jamais!

Si M. Pi y Margall est sincère et désintéressé, si éclairé par les dispositions des masses c'est auprès d'elles qu'il veut puiser ses inspirations, s'il désire réellement la complète émancipation du prolétariat, qu'il se hâte d'abolir les barrières que la gêne, l'État et son cortège d'institutions, l'Église, l'armée, les finances, etc., que tout cela disparaisse. Que sur leurs ruines il aide à élever l'unique institution qui donne pour résultat la complète émancipation du prolétariat, que sur leurs débris il nous donne la main pour établir LA COMMUNE, LA COMMUNE LIBRE, INDÉPENDANTE ET AUTONOME.

Pouvons-nous l'espérer? Nous en doutons; nous en doutons parceque au milieu de ces bonnes dispositions nous voyons un point noir, nous voyons une ombre au tableau. Les forces que l'on réunissait à Aranjuez ont reçu l'ordre par dépêche de suspendre leur concentration, parceque leur présence était nécessaire aux points qu'elles occupaient. Maintenir des troupes dans les petites populations n'est certes pas témoigner de l'intention de reconnaître leur autonomie. Aussi si nous avons un conseil à donner aux travailleurs, c'est de n'accorder qu'une confiance limitée aux promesses, c'est lorsqu'il peut prendre de ne pas attendre qu'on leur donne: *Un tien vaut mieux que deux tu l'auras!*

Administration et Rédaction, calle del Parlamento n.º 40, piso 3.º, Barcelona (Ensanche). España.

Barcelonne: Imprimerie de Joseph Miret rue Cortes, n. 259 et 291.